



Décision individuelle n°512 /2019

Pétitionnaire : Association communale de chasse agréée de La Motte-en-Champsaur
Adresse : 05500 LA MOTTE EN CHAMPSAUR
Localisation : piste du Roy - Molines-en-Champsaur
Nature de la demande : Autorisation de circulation, de passage des chasseurs et de transport de gibier
Dossier suivi par : Corine Bourgeois / Dominique Vincent

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Écrins,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L331 4-1 ; L331 4-2 et R331-67 ;

Vu la loi n°2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n°2009-448 du 21 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Écrins et notamment ses articles 9, 10 et 15 ;

Vu le décret n°2012-1540 du 28 décembre 2012 portant approbation de la Charte du Parc national des Écrins fixant les modalités d'application de la réglementation dans le cœur (MARCoeur), notamment ses MARCoeur n°13 et 18 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu l'arrêté du Directeur n°345/2013 du 1^{er} juillet 2013 relatif à la circulation des chasseurs en cœur de parc national des Écrins ;

Considérant l'annexe 3 de la Charte du Parc national des Écrins fixant notamment les voies existantes dans le cœur du parc national des Écrins ;

Considérant la demande reçue le 27 août 2019 formulée par l'association communale de chasse agréée de La Motte-en-Champsaur

Considérant que pour se rendre et quitter certains territoires de chasse situés hors du cœur, les passages des chasseurs avec armes, gibiers tués hors du cœur et chiens de chasse, ne peut se faire qu'en empruntant un secteur ou itinéraire situé dans le cœur du parc national des Écrins ;

Considérant que la demande est à ce titre susceptible de répondre à un des cas d'autorisation possibles définis par les modalités 13 et 18 d'application de la réglementation dans le cœur ;

Décide :

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

Les membres de l'ACCA de La Motte-en-Champsaur, sont autorisés, aux conditions définies dans les articles suivants, à circuler à pied et en véhicules motorisés sur la piste du Roy, dans le cœur du parc national des Écrins, avec le gibier tiré en dehors du cœur du Parc, pour se rendre ou quitter leur territoire de chasse.

Article 2 : Prescriptions

La présente décision est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

1. les chasseurs sociétaires de l'Association communale de chasse agréée de La Motte-en-Champsaur, représentée par son président, Monsieur Nicolas AUGUSTE, sont autorisés à circuler à pied ou avec les véhicules listés ci-dessous, sur la piste du Roy à Molines-en-Champsaur, pour se rendre ou pour quitter le territoire de chasse situé en rive gauche du

- torrent de la Muande ;
2. les 4 véhicules identifiés David Motte : **Toyota ER 827 SN**, Losier Alex : **Mitsubishi CZ 622 NL**, Bonnabel Sylvain : **Dasia EZ 473 CZ**, Nougulier Joël : **Toyota EK 373 PL**, sont autorisés à circuler ; La vignette précisant l'immatriculation des véhicules et le nom des titulaires, délivrée par le Parc national des Écrins devra être apposée sur chaque véhicule de façon visible ;
 3. le point de RDV des véhicules se fera sur le grand parking du bas de Molines ;
 4. l'ACCA signalera aux services du Parc national l'immatriculation des véhicules 72 heures à l'avance et au plus tard le mercredi si la battue s'organise un week-end pour tout changement de véhicule ;
 5. les chasseurs empruntant la piste doivent avoir :
 - le fusil cassé,
 - le chargeur et la culasse de la carabine démontés et dans le sac ;
 - les chiens seront transportés dans les véhicules ;
 6. le transport du gibier se fera dans les véhicules également ;
 7. les panneaux d'information sur la gestion cynégétique seront positionnés hors cœur du parc national et validés avant impression par le parc et Monsieur Thierry ANEL de l'ONF ;
 8. en cas de non respect de cette autorisation, les contrevenants seront verbalisés par les agents, en vertu du décret n°2009-448 du 21 avril 2009, article R331-67 du Code de l'environnement ;
 9. les chasseurs contrôlés par les agents assermentés chargés de la surveillance devront se soumettre aux contrôles et être en mesure de justifier de leur appartenance à l'association communale de chasse agréée de La Motte-en-Champsaur ;
 10. le Président de l'association communale de chasse agréée de La Motte-en-Champsaur est tenu de communiquer toutes les informations relatives à cette autorisation auprès des sociétaires de façon à ce qu'il n'y ait aucune contestation possible sur le terrain.

Article 3 : Durée

La présente décision est délivrée pour le 15/09/19 et le 21 ou 22/09/19.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du parc national des Écrins ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Il ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Publication

La présente décision sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du parc national des Écrins (cf. : <http://www.ecrins-parcnational.fr/actes-administratifs>).

À GAP, le 10/09/2019

Le directeur du Parc national des Écrins,



Pierre COMMENVILLE

Copie : Secteur du Valgaudemar

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.